

LUNDI 10 NOVEMBRE 2025

LES GLAT (GROUPE DE LUTTE ANTI-FRAUDES) : COORDONNER, OUI. EXPOSER, NON !



L'UNSA DOUANES/CGC DOUANES, SOURCE D'INSPIRATION POUR STRUCTURES EN MAL D'IDÉES

Lors de la Formation Spécialisée du 4 novembre, la question des GLAT a de nouveau révélé les divergences entre l'administration et les organisations syndicales. Si le principe de coordination interservices n'est plus contesté, les modalités de mise en œuvre demeurent encore floues, notamment sur les responsabilités, la sécurité et la reconnaissance des agents engagés.

→ POSITION DE L'ALLIANCE UNSA DOUANES/CGC DOUANES : « DOIT FAIRE MIEUX ! »

Notre alliance a choisi de s'abstenir lors du vote proposé par l'administration sur le déploiement du GLAT, non par indifférence, mais bien par **responsabilité**. Si nous partageons l'objectif de renforcer la lutte contre les trafics, plusieurs points doivent être **clarifiés avant tout déploiement pérenne**. Nos points de vigilance majeurs :

- **Volontariat sans pression** : la participation à ces opérations doit reposer **exclusivement sur le volontariat**, sans injonction ni pression hiérarchique. C'est une garantie de sécurité et de professionnalisme.
- **Temps agent réel** : les opérations GLAT mobilisent du personnel sur des durées significatives, souvent non comptabilisées dans l'activité du service. Ce « **temps invisible** » doit être évalué et compensé en effectifs.
- **Répartition des rôles** : les services coopèrent, la Surveillance sécurise, les OP/CO enquêtent. Sans caricaturer, l'administration doit veiller à ce qu'aucun glissement de missions ne viennent exposer inutilement les agents CO à des **risques physiques**.
- **Formation ciblée** : pas de formation de masse inefficace. Il faut des formations adaptées, pointues, professionnalisantes et des EPI systématiquement disponibles avant toute opération.
- **Responsabilité hiérarchique** : la chaîne de décision doit être tracée. L'engagement d'une opération doit relever du chef de POC, formalisé par une **fiche d'engagement signée**, pour garantir la protection juridique de tous.
- **Reconnaissance et cadre statutaire** : si les missions évoluent vers des horaires atypiques et des opérations à risques, les agents OP/CO doivent **intégrer le service actif** avec la bonification du 1/5^e, bénéficier de compensations financières et/ou horaires.

Pour les OPCO, l'UNSA Douanes a toujours déploré le statut quo de l'administration pour reconnaître la pénibilité de certaines missions. Précurseur, elle défend depuis longtemps l'intégration d'une partie de ces personnels au service actif. Cette volonté est pleine de bon sens, puisqu'elle est désormais partagée par d'autres organisations syndicales en douane. Il n'y a que l'administration pour ne pas l'admettre !

→ LA LIGNE DE CONDUITE DE L'ALLIANCE UNSA DOUANES/CGC DOUANES : « PAS DE POSTURES STÉRILES ! »

Nous partageons la volonté de renforcer l'efficacité opérationnelle, mais sans précipitation ni exposition inutile.

Le suivi de la mobilisation et de l'engagement des agents dans les GLAT devra nourrir les réflexions sur les ajustements éventuels à venir.

Notre abstention traduit une position constructive : *Oui à la coordination, mais pas sans cadre clair ni moyens.*

